



Le Secrétaire Général

Commission de Régulation de l'Energie
Monsieur Jean-François CARENCO
Président
15 rue Pasquier
75379 PARIS Cedex 08

Paris, le 15 septembre 2017

Objet : Réponse à la consultation publique relative aux prochains tarifs péréqués d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel des entreprises locales de distribution – Consultation 2017-011 du 20 juillet 2017

Ch

Monsieur le Président,

Je vous prie de trouver, ci-joint, la réponse de la CFE Energies à la consultation de la Commission de Régulation de l'Energie relative au prochain tarif d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel des entreprises locales de distribution (ELD).

J'attire votre attention sur le particularisme des ELD qui ne permet pas une transposition in extenso des mesures adoptées par la CRE pour le tarif applicable à GRDF. Il convient en effet de prendre en compte les particularités des ELD.

La CFE Energies est à la disposition de vos services pour pouvoir leur expliciter plus en détail le contenu de nos réponses.

Restant, à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments respectueux *très cordiaux*.

William VIRY ALLEMOZ

LA CFE ÉNERGIES,
100% LIBRES... 100% VOUS!

CFE-CGC ÉNERGIES
59 rue du Rocher
75008 PARIS
www.cfe-energies.com
contact@cfe-energies.com

Réponses de la CFE-CGC Energies

Bilan des tarifs ATRD 4 des ELD

1. *Quel est votre retour d'expérience sur les tarifs ATRD 4 des ELD et les conditions d'utilisation actuelles des réseaux de distribution de gaz naturel des ELD, entrés en vigueur le 1^{er} juillet 2013 à l'exception du tarif de Sorégies, entré en vigueur le 1^{er} juillet 2014 ? Partagez-vous les analyses de la CRE sur le bilan des tarifs ATRD 4 des ELD ?*

La CFE Energies considère que le bilan du tarif ATRD 4 est globalement satisfaisant. Toutefois, elle souhaite attirer l'attention de la CRE sur le fait que les particularismes locaux et la taille des ELD n'ont pas été suffisamment pris en compte (lourdeur du dispositif, règles de gestion tendant à être alignées sur celles de GRDF, impacts sur les Systèmes d'Information...). De même, la comparaison systématique avec GRDF pourrait imposer aux ELD des coûts supplémentaires (aussi bien en moyens humains que pour les systèmes d'information).

Cadre de régulation incitative

2. *Etes-vous favorable au maintien d'une durée de quatre ans environ pour les prochains tarifs des ELD ? Si vous ne considérez pas cette durée comme pertinente, quelle serait, selon vous, la durée la plus pertinente ? Quelles conditions devraient accompagner cette évolution de la durée ?*

Une durée de quatre ans est satisfaisante pour une période tarifaire. Toutefois, la CFE Energies propose une revoyure à mi- chemin en cas d'évolution importante des charges.

Par ailleurs, il est à noter, que pour les ELD, le décalage avec GRDF engendre mécaniquement des dissymétries d'information et de concertation sur des problématiques tarifaires (exemple : mécanisme d'incitation au développement, coûts unitaires des investissements, homothétie, structure tarifaire...) alors qu'un traitement uniforme est appliqué. Ce décalage porté à deux ans risque d'introduire un traitement différencié dans la rémunération des capitaux investis alors que les autres règles restent d'application uniforme.

La CFE Energies propose de recalculer la période tarifaire des ELD sur celle de GRDF pour le prochain tarif ATRD 6 et que les ELD puissent être informées des travaux tarifaires ATRD de GRDF. Si le décalage devait subsister, il devrait être le plus faible possible.

3. *Etes-vous favorable à la reconduction du mécanisme en vigueur d'incitation à la productivité sur les charges nettes d'exploitation des ELD selon lequel l'opérateur conserve les gains et pertes par rapport à la trajectoire prévisionnelle ?*

De manière générale, la CFE Energies est favorable à ce que l'opérateur conserve la totalité des gains et pertes sur la période tarifaire. En effet, cette disposition est vertueuse car elle incite l'opérateur à réaliser des gains de productivité, et elle traite de manière symétrique les gains et les pertes.

Il faut cependant, pour fixer le niveau de charges initial de la période tarifaire suivante, que l'effort de productivité soit raisonnable, en adéquation avec l'évolution des réglementations techniques (exigences DREAL), et qu'il puisse être atteignable au regard des moyens dont disposent les ELD.

4. *Êtes-vous favorable à l'introduction d'un mécanisme de régulation incitative sur les charges de capital « hors-réseaux » ?*

La CFE Energies n'est pas favorable à la mise en œuvre d'un tel mécanisme et souhaite que la totalité des investissements réalisés soit prise en compte dans la période tarifaire suivante.

Selon la CRE, l'objet de cette proposition est d'éviter le risque de distorsion dans les choix de l'opérateur entre des solutions impliquant des investissements et celles impliquant des charges d'exploitation lorsqu'elles sont substituables. Or, les audits de la CRE n'ont fait apparaître aucun arbitrage de ce type.

Ce processus nécessiterait une prévision fiable de ces postes d'investissement, notamment les projets informatiques pour lesquels les ELD n'ont que partiellement une visibilité et une maîtrise sur 4 années.

On peut citer par exemple, les évolutions de règles de gestion impactant les SI décidées en GTG, qui peuvent s'imposer à elles sans qu'elles aient pu les prévoir dans leurs trajectoires.

Concernant spécifiquement les charges relatives à l'immobilier, celles-ci s'imposent généralement aux ELD compte-tenu de leurs implantations historiques dans les territoires qu'elles desservent et sans réelle possibilité d'optimisation au travers d'une régulation incitative.

Ce mécanisme envisagé augmenterait les risques encourus par les ELD de non prise en compte au CRCP. Il importe également de souligner que la taille des ELD, leur ancrage local et leur maîtrise des dépenses d'investissement ne peuvent pas faire l'objet d'une comparaison avec GRDF dont les possibilités de foisonnement sont beaucoup plus importantes.

Pour la CFE Energies, Il paraît donc déraisonnable de complexifier l'ATRD 5 par un nouveau mécanisme inadapté aux tailles des ELD pour prévenir un risque hypothétique.

5. *Etes-vous favorable à l'introduction d'un mécanisme de suivi des coûts unitaires des investissements dans les réseaux réalisés sous la maîtrise d'ouvrage des ELD disposant d'un tarif ATRD spécifique ? Que pensez-vous des modalités envisagées par la CRE ?*

Pour la CFE Energies et sur la base du constat de la CRE, le système d'incitation mis en place avec l'ATRD 4 semble donner satisfaction. Par ailleurs, la CRE a relevé que les indicateurs quantitatifs de suivi étaient suffisants pour s'assurer que la diminution des investissements ne se fait pas au détriment de la réalisation des volumes prévus. (cf. délibération du 6 mai 2015 portant sur l'évolution de la grille au 1er juillet 2015).

Vu la taille des ELD, l'investissement en moyens humains et matériels nécessaires pour produire ces données semble disproportionné en regard de la faible pertinence de l'observation des variations des coûts unitaires d'investissement et de leurs significations statistiques.

En conséquence, la CFE Energies n'est pas favorable à l'introduction d'un nouveau mécanisme de suivi des coûts unitaires d'investissement.

6. *Êtes-vous favorable à l'évolution de la fréquence de calcul et de remontée des valeurs des indicateurs à la CRE proposée ?*

La CFE Energies est favorable à cette évolution qui tient compte de la taille des ELD et va dans le sens de la diminution de la fréquence de calcul.

7. *Avez-vous des remarques sur la liste des indicateurs de suivi de la qualité de service envisagés ?*

La CFE Energies n'a pas de remarque particulière sur ce point et se félicite d'une liste d'indicateurs en diminution et que ces derniers soient pertinents.

8. *Êtes-vous favorable à l'évolution proposée du mécanisme d'attribution des bonus et des pénalités, c'est-à-dire à la fixation d'un unique objectif de référence fondé sur la moyenne pondérée des performances des ELD sur les deux années précédentes et de valeurs « plancher » pour les indicateurs incités financièrement ?*

La CFE Energies n'est pas favorable à cette évolution. En effet, le remplacement d'un objectif exprimé en base et en cible par un niveau de référence unique élimine une zone neutre non incitée financièrement et augmente le risque de pénalité pour l'opérateur.

9. *Êtes-vous favorable à l'évolution proposée du mécanisme d'ajustement des paramètres de la régulation incitative de la qualité de service en cours de période tarifaire ?*

La CFE Energies est ouverte à l'évolution du mécanisme d'ajustement des paramètres de la régulation incitative de la qualité de service en cours de période tarifaire, mais la conditionne à une réelle concertation préalable à toute modification envisagée par la CRE. En effet, l'introduction de nouveaux indicateurs peut nécessiter des moyens supplémentaires et des évolutions des Systèmes d'Information pour le recueil des données.

10. *Êtes-vous favorable à la mise en place d'un mécanisme incitant les ELD à développer un portail à destination des fournisseurs ?*

La CFE Energies est favorable à la mise en place d'un mécanisme incitant les ELD n'ayant pas encore de portail à destination des fournisseurs et à ce que les coûts de développement, des évolutions et de la maintenance soient systématiquement compris dans les charges reconnues de toutes les ELD.

11. *Êtes-vous favorable à la mise en place d'une régulation incitant les ELD à développer le nombre d'utilisateurs raccordés au réseau de gaz ?*

Etant donné qu'une régulation incitant les plus gros opérateurs à développer le nombre d'utilisateurs raccordés à leurs réseaux existe déjà, la CFE Energies y est favorable. Le mécanisme mis en place avec l'ATRD 4 est trop récent pour le remplacer dès à présent en l'absence d'un retour d'expériences suffisant.

12. *Êtes-vous favorable aux modalités du mécanisme d'incitation envisagé par la CRE ?*

La CFE Energies n'est pas favorable à la substitution de la régulation incitative mise en place par la CRE lors de l'ATRD 4 par les modalités du nouveau mécanisme.

13. Êtes-vous favorable à l'introduction pour les ELD concernées d'un dispositif de régulation incitative des dépenses de R&D avec un suivi en fin de période tarifaire des projets de R&D des ELD ?

Dans la mesure où un mécanisme de régulation incitative des dépenses de R&D est mis en place par la CRE, il paraît justifié de mettre en place un suivi des projets en fin de période tarifaire. Toutefois, la CFE Energies précise qu'un tel dispositif doit être adapté à la taille des ELD.

14. Êtes-vous favorable à la prise en compte des charges de pertes et différences diverses au CRCP ?

Compte tenu du caractère très aléatoire de ce poste de charges, la CFE Energies est favorable à la prise en compte des pertes et différences diverses au CRCP.

15. Êtes-vous favorable à la reconduction des principes du mécanisme de CRCP existant ? Sinon, quelles seraient, selon vous, les modifications à apporter au mécanisme actuellement en vigueur ?

La CFE Energies est favorable à la reconduction des principes du mécanisme du CRCP existant, permettant de prendre en compte, pour certains postes, les écarts peu prévisibles entre le prévisionnel et le réalisé.

Toutefois, le mécanisme actuel de plafonnement du coefficient k à $\pm 2\%$ en cours de période tarifaire ne doit pas pénaliser l'opérateur sur la période tarifaire suivante, d'autant plus si le solde positif aurait pour conséquence une augmentation significative de la première marche sur la période tarifaire suivante. En cas de solde positif important du CRCP et en dépit de son lissage sur la période tarifaire, un tel mécanisme ne doit pas entraîner une baisse arbitraire des charges à recouvrir.

16. Êtes-vous favorable aux évolutions proposées concernant les différents postes au CRCP ?

Les évolutions proposées par la CRE répondent, en partie, à de nouvelles contraintes. La CFE Energies est favorable à l'évolution de certains postes au CRCP et souhaite que les nouvelles dispositions qui s'imposent aux ELD fassent l'objet d'un traitement tenant compte du particularisme des ELD. Par ailleurs, La CFE Energies propose notamment que :

- ✓ les charges réelles liées aux impayés soient prises en compte en totalité au CRCP,
- ✓ les principes de régulation incitative du développement du nombre de consommateurs de l'ATRD 4 soient maintenus et qu'en particulier, les aides au développement comprenant la communication reclassée restent des charges reconnues non soumises au CRCP,
- ✓ les charges de capital « hors réseau » figurent à 100% au CRCP.

17. Êtes-vous favorable au maintien d'une clause de rendez-vous pour les tarifs ATRD 5 des ELD, selon des critères d'activation similaires à ceux mis en place pour la clause de rendez-vous des tarifs ATRD 4 ?

La CFE Energies est favorable à une clause de rendez-vous activable au moins tous les deux ans selon des critères similaires à ceux mis en place pour l'ATRD 4. Cette disposition permet de prendre en compte l'impact d'une décision significative d'ordre législatif, réglementaire ou juridictionnel.

Demandes tarifaires des ELD et analyse préliminaire de la CRE

18. *Que pensez-vous des hausses des charges d'exploitation demandées par les ELD ?*

La CFE Energies estime que le niveau des charges d'exploitation demandées par les ELD est justifié. Ces demandes intègrent des charges induites par de nouvelles obligations réglementaires et des évolutions des métiers de distributeur qui justifient pleinement le niveau demandé.

La traduction qui en est faite dans la Consultation Publique n'en permet pas une lecture objective dans la mesure où les bases du réalisé 2015 et du prévisionnel 2018 (page 28 de la Consultation Publique) ne couvrent pas le même périmètre de charges.

La CFE Energies rappelle que la prévision des charges d'exploitation doit être basée sur un business case à périmètre constant et les projets complémentaires déployés en cours de période tarifaire seront différenciés et intégrés dans les charges d'exploitation.

19. *Que pensez-vous des fourchettes hautes et basses de charges d'exploitation retenues par la CRE ?*

Pour la CFE Energies, le principe d'élaboration des tarifs doit respecter la couverture des coûts conformément à la réglementation.

20. *Que pensez-vous de la fourchette de taux de rémunération envisagée par la CRE ?*

L'amplitude de la fourchette du taux de rémunération envisagée par la CRE pour les ELD a été réduite par rapport à celle de GRDF (entre 4,5% et 5,25%) en extrapolant à partir de l'étude menée par « Frontier Economics » pour l'établissement du CMPC de GRDF.

Force est de constater que l'utilisation des résultats de cette étude comparative sur les ELD biaise totalement les résultats. En effet, les entreprises retenues pour le panel de comparaison sont de tailles bien supérieures et sans commune mesure avec celles des ELD. Pour la CFE Energies, il est important que les propositions de la CRE tiennent compte du particularisme des ELD.

Ce panel comparatif non adapté à la situation passe ainsi sous silence la plus grande exposition au risque des ELD, leur plus forte sensibilité des revenus aux conditions économiques et donc leur volatilité plus importante et ignore totalement la prime de taille afférente qu'applique les marchés financiers. Il nous paraît opportun de rappeler que les ELD sont des entreprises non cotées et que la liquidité plus faible des petites entreprises contribue également à une prime de taille.

Il convient par ailleurs de souligner que les ELD ne sont en aucun cas en mesure de bénéficier des mêmes conditions et facilités d'accès aux marchés financiers que les entreprises du panel de comparaison.

Cette prime de risque liée à la taille est d'ailleurs reconnue par plusieurs autorités de régulation européennes dans le taux de rémunération des charges de capital.

Compte tenu du vice de procédure dans la construction ayant abouti à une fourchette du taux de rémunération envisagée par la CRE dénuée de sens car ne tenant aucun compte de l'effet taille impactant les ELD et au regard de l'ensemble des éléments soulignés, la CFE Energies ne peut accepter la fourchette proposée et estime que le taux de rémunération du CMPC doit être a minima égal à celui de GRDF.

Structure des tarifs

21. *Etes-vous favorable à l'harmonisation des structures des grilles tarifaires ATRD des ELD de gaz naturel consistant à les rendre homothétiques à celles de GRDF ? La méthodologie envisagée par la CRE vous semble-elle pertinente ?*

Les grilles des ELD ont été construites et validées par la CRE pour répondre à leur typologie de portefeuille clients ainsi qu'à leurs contraintes climatiques. Ainsi, rendre homothétique à la grille de GRDF l'ensemble des grilles des ELD françaises, a le seul intérêt de faciliter l'activité des fournisseurs, mais ne tient pas forcément compte de l'intérêt des clients finaux dont certains pourraient subir une augmentation du prix d'acheminement.

Par ailleurs, étant donné que la CRE a d'ores et déjà engagé une réflexion générale sur une éventuelle évolution de la structure ATRD de GRDF dans la perspective de l'ATRD 6, l'harmonisation pour rendre les grilles des ELD homothétiques avec la grille actuelle de GRDF n'est pas opportune.

En conséquence, la CFE Energies n'est pas favorable à l'harmonisation des structures des grilles tarifaires ATRD des ELD de gaz naturel.

Nouvelles concessions

22. *Que pensez-vous d'une éventuelle extension des règles tarifaires applicables aux nouvelles concessions aux autres modes de gestion de l'activité de distribution de gaz naturel ?*

La CFE Energies n'est pas opposée au principe d'extension des règles tarifaires applicables aux nouvelles concessions aux autres modes de gestion de l'activité de distribution de gaz naturel dans la mesure où la CRE tient compte des particularités de ces nouvelles concessions.

Autre question

23. *Avez-vous toute autre remarque sur les prochains tarifs ATRD 5 des ELD ?*

La CRE remet en cause le mécanisme d'aides au développement qu'elle a elle-même définie pour l'ATRD 4 et exclut les dépenses de communication externe jusqu'alors toujours reconnues dans les charges du distributeur. Cette instabilité dans l'application des modalités tarifaires ne facilite pas les concertations et pénalise les ELD dans la mesure où les engagements déjà pris vis-à-vis de tiers ne seront plus couverts par le tarif.

La CFE Energies regrette la non prise en compte pour l'ATRD 5 de la problématique de la couverture des coûts et charges liés aux clients à option tarifaire T3 recourant au gaz de façon intermittente (appoints ou secours).